

34<sup>ème</sup> R A P P O R T A N N U E L 2007  
C O M P T E S A N N U E L 2007

FONDATION DE PRÉVOYANCE DE L'AGRICULTURE  
SUISSE

Laurstrasse 10, 5201 Brugg AG 1

## TABLE DES MATIERES

I.	ORGANES.....	3
	a) Conseil de fondation .....	3
	b) Organe de révision .....	3
	c) Direction .....	4
II.	ACTIVITES .....	4
	Organes.....	4
	Développement des solutions d'assurance.....	4
III.	RESULTATS COMPTABLES.....	5
IV.	POLITIQUE SOCIALE DE LA FPAS ET DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS.....	5
V.	CONCLUSION .....	8
VI.	BILAN, COMPTES D'EXPLOITATION, ANNEXES.....	8
VII.	RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION, COMPLEMENTS AU RAPPORT .....	8

## I. ORGANES

### a) Conseil de fondation

*	Ambauen	Martin	Schweiz. Bauernverband	6375	BECKENRIED
	Baumann	Markus	Urner Bauernverband	6460	ALTDORF UR
	Baur	Regula	Bauernverband Aargau (BVA) Muri	5614	SARMENSTORF
	Castella	Romain	Union des paysans fribourgeois (UPF)	1763	GRANGES-PACCOT
*	Dickenmann	Hans	Ehrenmitglied / Membre d'honneur	5212	HAUSEN B. BRUGG
	Dürst	Balz	Glarner Bauernverband, Im Bann	8777	DIESBACH
	Ebener	René	Chambre valaisanne d'agriculture	1964	CONTHEY
	Fähndrich	Christina	Unione Contadini Ticinesi	6592	S. ANTONINO
	Murenzi	Madeleine	Chambre d'agriculture Neuchâtel	2053	CERNIER
*	Gerber	Peter	Ehrenpräsident / Président d'honneur	3270	AARBERG
	Haug	Hanspeter	Zürcher Bauernverband	8104	WEININGEN
	Hodel	Alois	Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband (LBV)	6210	SURSEE
	Küchler	Niklaus	Bauernverband Obwalden	6056	KÄGISWIL
	Landolt	Ernst	Schaffhauser Bauernverband	8455	RUEDLINGEN
	Maitre	Jacques	Chambre jurassienne d'agriculture	2853	COURFAIVRE
1)*	Müller	Hans	St. Gallischer Bauernverband	9230	FLAWIL
	Müller	Hansruedi	Hagtobel 288	9063	STEIN AR
	Nicod	Bernard	Prométerre (Philos)	1000	LAUSANNE
	Philipp	Franz	Bauernvereinigung des Kt. Schwyz	6418	ROTHENTHURM
	Rösch	Jakob	Schweizerischer Bauernverband	5200	BRUGG
*	Rochat	Jean	Ehrenmitglied / Membre d'honneur	1837	CHATEAU-D'OEX
	Schmid	Vreni	Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband	8474	DINHARD
	Schneider	Donat	LOBAG Management AG	3072	OSTERMUNDIGEN
	Schnyder	Ruedi	Schweizer Milchproduzenten SMP, Berghof	8566	ELLIGHAUSEN
	Schocher	Claudio	Bündner Bauernverband	7001	CHUR
*	Sommer	Paul	ABLA	5600	LENZBURG
*	Streit	Ruth	Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband	1170	AUBONNE
	Von Grünigen	Adrian	Thurgauer Bauernverband	8570	WEINFELDEN TG
	Vonarburg	Alois	ABLA	6247	SCHÖTZ
	Walter	Hansjörg	Solothurnischer Bauernverband	4658	DAENIKEN SO
2)*	Walter	Hansjörg	Schweizer Bauernverband	9545	WÄNGI
	Weber	Stefan	Bauernverband beider Basel	4222	ZWINGEN
*	Willener	Walter	AGORA	1006	LAUSANNE
	Zumbühl	Ferdinand	Nidwaldner Bauernverband	6386	DALLENWIL

\* / membres du comité directeur

1) Vice-président

2) Président

### b) Organe de révision

Fidartis Revisions AG, Bleicherweg 14, 8022 Zürich

## c) Direction

Baer	Elisabeth	Directrice du secrétariat DSBD Windisch
Boos	Edi	Chef du département IT
Del Sole	Linda	Collaboratrice jusqu'au 30 septembre 2007
Kohli	Christian	Directeur adjoint / chef du département conseil
Lanz	Esther	Directrice de l'administration
Laubacher	Hansjörg	Département recouvrement et poursuites
Meier	Beat	Finances / Comptabilité / Personnel
Peterhans	André	Informatique
Kuratli	Niklaus	Collaborateur service de conseils
Schober	Fritz	Directeur

En tenant compte des taux d'activité, le personnel représente 6,4 postes de travail à plein temps, à fin 2007.

## II. ACTIVITES

### Organes

#### a) Conseil de fondation

Dans sa séance du 15 mai 2007 à Windisch, le Conseil de fondation a adopté le rapport annuel 2006, les comptes 2006, le budget 2007 et a nommé M. Donat Schneider en remplacement de Mme Henriette von Wattenwyl au sein du comité du Conseil de fondation.

#### b) Comité du Conseil de fondation

Le comité du Conseil de fondation a tenu une séance en date du 15 mai 2007 pour préparer la séance du Conseil de fondation.

#### c) Direction

L'administration des solutions de prévoyance offertes par la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse dans le cadre de la prévoyance professionnelle facultative s'est déroulée sans accroc. La même situation prévaut pour la gestion comptable des quelques 20'000 assuré(e)s volontaires. Le constant accroissement de volume des tâches administratives a été maîtrisé par un personnel inchangé. Ce gain d'efficacité est dû à la très bonne infrastructure présente, le processus administratif rationnel mis en place, en particulier le nouvel accord administratif signé avec notre partenaire de contrat collectif Swiss Life, mais aussi et surtout à l'excellence du travail de l'ensemble du personnel qui mérite nos remerciements.

### Développement des solutions d'assurance

Les données statistiques se trouvent en annexe au résultat comptable 2007. Ce dernier a été introduit dans le rapport annuel, comme déjà l'année dernière. Les solutions d'assurance se sont bien développées en 2007. On note une augmentation de 821 assuré(e)s dans les nouvelles solutions d'assurance. Par contre, on constate une diminution de 565 assuré(e)s dans les anciennes solutions. Cette situation s'explique par le fait que l'on ne peut plus accepter de nouvelles admissions dans le cadre des anciennes

solutions; de ce fait, le nombre de contrats se réduit par le fait que certains arrivent à échéance ou sont dédités. Globalement, le nombre d'assuré(e)s a augmenté de 256 unités pour se porter à 20'864.

Le volume des primes est passé de environ CHF 65.6 millions à environ CHF 69.2 millions. Cette croissance est due principalement aux variations lors des paiements et de rachats dans les assurances épargne des ancienne et nouvelle solutions. Elle doit être considérée comme normale.

Les prestations et les revenus assurés, ont diminué légèrement dans les anciennes solutions et ont fortement augmenté dans les nouvelles solutions, à l'instar du constat fait ci-dessus pour les mouvements des membres.

Dans les bénéficiaires de prestations, le nombre des bénéficiaires de rentes a augmenté de 376 à 416, dont 57 (année précédente: 31) pour la rente de vieillesse. L'augmentation des rentes d'invalidité porte sur 14 rentes, ce qui est nettement moins que l'année passée. Les prestations de risques ont augmenté de 3,9 millions à 5 millions; il faut pourtant noter que les prestations de rentes n'ont augmenté que de environ CHF 100'000.-. La somme totale des prestations versées a augmenté de environ CHF 10,5 millions à CHF 13 millions. Cette très forte hausse est une conséquence directe des variations constatées dans le cadre de la prévoyance vieillesse lors d'entrées en retraite et de sorties.

Globalement, le développement des sinistres peut être considéré comme bon dans notre solution de prévoyance.

Le capital vieillesse épargné dans les assurances épargne a augmenté de environ CHF 408,2 millions à environ CHF 460 millions. L'imputation d'intérêts a été opéré sur la base du taux de 2,25%, déterminé par Swiss Life. En outre, il a été possible de faire bénéficier les assurances épargne d'un supplément de 0,8% au titre de participation aux bénéfices au cours de l'année 2007. Ainsi le rendement global final excède légèrement les 3%, ce qui, pour l'année 2007, constitue une rémunération très réjouissante.

Le très bon développement de la solution de prévoyance s'est encore amplifié par l'accroissement du montant du compte des excédents géré par Swiss Life de environ CHF 17,4 millions à environ CHF 19,6 millions. L'introduction de la gestion indépendante des recettes/dépenses que nous avons convenue avec notre partenaire de contrat collectif Swiss Life dès 2004 s'avère totalement et entièrement satisfaisante. Les profits dégagés sont intégralement imputés à nos assuré(e)s et nos solutions de prévoyance sont en comparaison très avantageux.

### III. RESULTATS COMPTABLES

Le résultat comptable 2007 présente un bénéfice d'environ CHF 0.4 millions. La différence avec le budget (bénéfice présumé CHF 0.5 millions) est une conséquence de la dissolution du fond des gains de mutations, de la réduction des réserves pour les équipements informatiques et du résultat négatif des finances. Le résultat technique (résultat sans le rendement du capital, les augmentations de cours, la dissolution de fonds et les réserves) présente un bénéfice de environ CHF 67'000.-. Pour plus de détails, nous vous renvoyons aux bilan, comptes d'exploitation et compléments figurant en annexe.

### IV. POLITIQUE SOCIALE DE LA FPAS ET DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS

#### Considérations générales

L'accent principal dans les discussions toujours très animées en relation avec le développement du dispositif social de la Suisse a été en 2007, la votation populaire sur l'introduction d'une caisse maladie unique. Avec notre concours, cette initiative trompeuse a subi un échec cuisant. Il n'a pas été possible en 2007 d'enregistrer des progrès réels dans le cadre de la révision de l'AVS et de l'assurance maladie. Par contre la 5<sup>ème</sup> révision de l'AI a été acceptée en votation populaire. Pour autant, avec un déficit cumulé d'environ CHF 10 milliards cette assurance reste un grand objet de souci. Par contre, la situation financière de l'AVS se présente sous les meilleurs auspices.

## Assurance chômage et d'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI)

Le nombre de chômeurs/euses a diminué en 2007 pour se porter à 2,7%. Malgré tout, la LACI, avec un déficit cumulé de environ CHF 5 milliards, doit être assainie. Pour combler ce déficit, la LACI devrait être maintenant révisée.

## Allocations familiales

Dans le cadre de la PA 2011, les allocations pour enfants ont été majorées de CHF 15.- par enfant et par mois. Simultanément, les limites de revenu en vigueur pour les personnes de condition indépendante ont été abolies.

## Marché du travail / Réglementation sur les étrangers / Prévention

### Réglementation sur les étrangers

En 2007, des difficultés de recrutement de travailleurs/euses en provenance des nouveaux pays de l'UE sont apparues.

### Travail au noir

L'USP s'est exprimée avec force contre le travail au noir et elle soutient la campagne de sensibilisation menée par la Confédération pour le combattre.

### Droit du travail

L'enquête réalisée auprès des associations paysannes cantonales a clairement montré que l'agriculture restait accrochée au maintien de la réglementation en place et qui a fait ses preuves sous la forme du contrat type de travail cantonal en agriculture. Un contrat type de travail national ou même une convention collective de travail ont été clairement refusés.

### Protection des travailleurs /Prévention

Les interventions massives de l'USP et des milieux industriels ont eu pour heureux effet que la révision de la norme CFST 6508 pour la protection des travailleurs a abouti favorablement.

## Concept agricole d'assurance

Domaine d'affaires USP Assurances, Caisse maladie Agrisano, Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse, Fondation de la Caisse de Pensions de l'agriculture Suisse

Le concept d'assurance de USP Assurances permet aux familles paysannes de mettre en place leurs couvertures d'assurances tant pour les personnes que pour les biens sans faille et à prix avantageux. Le service neutre de conseils en assurances revêt une importance primordiale en ce domaine.

USP Assurances coordonne les offres de la Caisse maladie Agrisano, de la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse (FPAS) et de la Fondation de la Caisse de Pensions de l'agriculture Suisse (FCPAS) et les complète, en cas de besoin, avec d'autres offres.

Pour les employeurs et les employé(e)s, l'assurance globale de USP Assurances représente la solution idéale et la plus avantageuse pour couvrir les obligations contractuelles d'assurances en cas d'accident, de maladie et pour la prévoyance professionnelle.

Le cours des affaires de USP Assurances, de la Caisse maladie Agrisano et de la FCPAS a été très bon, ce qui se répercute favorablement sur leurs primes. Rien que l'avantage en termes d'économies de coûts, dont bénéficient les membres de la caisse maladie Agrisano atteint largement plus de CHF 50 millions par an. Si on faisait recours à l'ensemble de l'offre, les économies seraient encore nettement supérieures. Collaborer vaut la peine.

## Les services agricoles de conseils en assurances

Dans les cantons, des services de conseil neutre en assurance sont à disposition des paysan(ne)s, auprès desquels ils/elles peuvent se faire conseiller de manière compétente.

AG	056 460 50 40	Bauernverband Aargau (BVA), Im Roos 5, 5630 Muri AG
AI	071 788 89 00	Bauernverband Appenzell, Hoferbad 2, 9050 Appenzell
AR	071 333 30 15	Brülisauer Hans, Ebnet, 9054 Haslen
	071 367 10 32	Müller Hansruedi, Hagtobel 288, 9063 Stein
	071 793 39 14	Neff Josef, Hintere Schwantlen 311, 9055 Bühler
BE	031 938 22 22	LOBAG Management AG, Forelstrasse 1, 3072 Ostermundigen
	031 910 51 29	Agro-Treuhand Rütli, 3052 Zollikofen
	031 720 12 40	Agro-Treuhand Schwand, 3110 Münsingen
	034 409 37 50	Agro-Treuhand Bäregg, 3552 Bärau
	062 916 01 05	Agro-Treuhand Waldhof, 4900 Langenthal
	032 312 91 51	Agro-Treuhand Seeland, Herrenhalde 80, 3232 Ins
	033 650 84 84	Agro-Treuhand Berner Oberland, 3702 Hondrich
	032 312 91 11	INFORAMA Seeland, Herrenhalde 80, 3232 Ins
	032 482 61 40	Fiduciaire SEGECA, Beau Site 9, 2732 Loveresse
BL	061 763 70 70	Bauernverband beider Basel, Dorfstrasse 8, 4222 Zwingen
FR	026 467 30 00	Freiburgischer Bauernverband (FBV), Route de Chantemerle 41, 1763 Granges-Paccot
	026 305 55 00	Institut agricole Grangeneuve, Herrn Peter Linder, 1725 Posieux
GL	055 640 98 20	Glarner Bauernverband, Ygrubenstrasse 9, 8750 Glarus
GR	081 254 20 00	Bündner Bauernverband, Sekretariat, Sägenstrasse 97, 7000 Chur
JU	032 426 83 01	Chambre jurassienne d'agriculture, CP 100, 2853 Courfaivre
LU	041 925 80 70	Versicherungsberatung, Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband (LBV), Schellenrain 5, 6210 Sursee
NE	032 889 36 50	Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture CNAV, Route de l'Aurore 4, 2053 Cernier
NW / OW	041 622 00 90	Agro-Treuhand Uri, Nid- u. Obwalden GmbH, Beckenriedstrasse 34, 6374 Buochs
SG	071 394 60 16	St. Galler Bauernverband, Magdenauerstrasse 2, 9230 Flawil
SH	052 681 13 66	Stoll Virginia, Plomberg 390, 8217 Wilchingen
SO	032 628 60 66	Solothurnischer Bauernverband, Ob. Steingrubenstr. 55, 4503 Solothurn
SZ	041 825 00 65	Bauernvereinigung des Kt. Schwyz, Landstr. 35, Postfach 63, 6418 Rothenthurm
TG	071 626 28 90	Thurgauer Bauernverband, Amriswilerstrasse 50, 8570 Weinfelden
TI	091 851 90 91	Unione Contadini Ticinesi, Via Gorelle, 6592 S. Antonino
UR	041 871 13 50	Agro-Treuhand Uri, Nid- u. Obwalden GmbH, St. Josefsweg 15, 6460 Altdorf
VD	021 614 24 24	Prométerre, Avenue des Jordils 1, 1006 Lausanne
VS	027 345 40 10	Chambre valaisanne, case postale 96, Châteauneuf, 1964 Conthey
	027 948 08 22	Landw. Schule Oberwallis, Matthäus Schinner, Postfach 368, 3930 Visp
	027 945 15 71	Oberwalliser Landwirtschaftskammer (OLK), Talstr. 3, 3930 Visp
ZG	041 790 43 27	Niederberger Renate, Stockeri 10a, 6343 Risch
ZH	044 217 77 55	Zürcher Bauernsekretariat, Nüscherstrasse 35, 8001 Zürich
CH	056 462 51 55	SBV Versicherungen, Laurstrasse 10, 5201 Brugg AG

## V. CONCLUSION

La Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse peut à nouveau se targuer d'une année couronnée de succès.

Nos remerciements s'adressent à nos client(e), nos partenaires dans les cantons et dans la branche des assurances pour la bonne collaboration. Un merci tout particulier est adressé au personnel pour son engagement sans faille et de qualité.

Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse

Le Président:

Le Directeur:

Hansjörg Walter

Fritz Schober

## VI. BILAN, COMPTES D'EXPLOITATION, ANNEXES\*

## VII. RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION, COMPLEMENTS AU RAPPORT\*

(\*Ces documents existent qu'en allemand)

Traduction officielle : Jacques Maître, Chambre Jurassienne d'Agriculture

## VI. ANHANG

BILANZ	Index Anhang	31.12.2007 CHF	31.12.2006 CHF
<b>AKTIVEN</b>			
Vermögensanlagen		40'817'367.15	40'328'053.23
Flüssige Mittel		3'984'411.88	4'011'569.31
Eidg. Steuerverwaltung		13'932.62	17'710.50
Debitoren	71	28'519'417.65	27'318'175.42
Wertschriften	63	8'249'605.00	8'930'598.00
Hypothecken-Darlehen		50'000.00	50'000.00
Aktive Rechnungsabgrenzung	72	1'850'000.00	0.00
<b>Total Aktiven</b>		<b>42'667'367.15</b>	<b>40'328'053.23</b>
<b>PASSIVEN</b>			
Verbindlichkeiten		5'728'249.30	6'983'643.02
Kreditoren	73	5'386'938.50	6'050'076.47
Kontokorrent Pensionskassenstiftung		191'310.80	190'461.55
Rückstellungen EDV		150'000.00	700'000.00
Fonds Mutationsgewinne		0.00	43'105.00
Passive Rechnungsabgrenzung	74	25'824'280.55	22'435'093.15
Wertschwankungsreserve	62	2'362'705.00	2'566'698.00
Freie Mittel / Stiftungsvermögen		8'752'132.30	8'342'619.06
Stand zu Beginn der Periode		8'342'619.06	7'162'922.32
Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-)		409'513.24	1'179'696.74
<b>Total Passiven</b>		<b>42'667'367.15</b>	<b>40'328'053.23</b>
<b>Bilanzanmerkung</b>			
Bei der Swiss Life bestehen weitere Guthaben:	52		
- Überschusskonto Vertrag G3253		18'867'399.00	17'182'771.00
- Überschusskonto Vertrag G0681		782'273.00	262'697.00
	91	<b>19'649'672.00</b>	<b>17'445'468.00</b>

BETRIEBSRECHNUNG	Index Anhang	2007 CHF	2006 CHF
Versicherungsertrag		69'239'005.65	65'656'291.45
Beiträge der Versicherten	22	69'239'005.65	65'656'291.45
Zufluss aus Versicherungsverträgen		69'239'005.65	65'656'291.45
Reglementarische Leistungen	26	-13'045'614.90	-10'543'643.60
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien			
Ertrag aus Versicherungsleistungen		13'045'614.90	10'543'643.60
Versicherungsleistungen		13'045'614.90	10'543'643.60
Versicherungsaufwand		-69'338'114.25	-65'788'742.25
Versicherungsprämien		-69'239'005.65	-65'656'291.45
Beiträge an Sicherheitsfonds		-99'108.60	-132'450.80
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil		-99'108.60	-132'450.80
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage	64	-454'877.27	1'517'774.70
Kapitalertrag		-448'389.52	1'524'461.55
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage	65	-6'487.75	-6'686.85
Sonstiger Ertrag		2'261'111.35	1'617'773.45
Provisionen aus Versicherungsverträgen		1'668'006.35	1'617'773.45
Auflösung Fonds Mutationsgewinne		43'105.00	0.00
Auflösung Rückstellungen EDV		550'000.00	0.00
Sonstiger Aufwand		9'500.00	3'652.00
Debitorenverluste		9'500.00	3'652.00
Verwaltungsaufwand	75	-1'511'105.24	-1'439'484.61
Verwaltungsaufwand		-1'511'105.24	-1'439'484.61
Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) vor Bildung Wertschwankungsreserve		205'520.24	1'567'264.74
Bildung (-) / Auflösung (+) Wertschwankungsreserve	62	203'993.00	-387'568.00
Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-)		409'513.24	1'179'696.74

ANHANG

1 Grundlagen und Organisation

11 Rechtsform und Zweck

Die Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft, unterhält für selbstständig erwerbende Landwirtinnen und Landwirte und deren mitarbeitenden Familienangehörigen, die über ein AHV-pflichtiges Einkommen verfügen, im Rahmen der weitergehenden beruflichen Vorsorge, eine Vorsorgelösung.

12 Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

Die Stiftung befasst sich mit der weitergehenden beruflichen Vorsorge und ist im Register für die berufliche Vorsorge nicht eingetragen. Sie entrichtet dem Sicherheitsfonds BVG Beiträge.

13 Angabe der Urkunde, Reglemente und Kollektivverträge

Stiftungsurkunde	29.01.1973
Organisationsreglement	16.02.1976
Finanzreglement	16.02.1976
Anlagereglement	01.01.2006
Reglement für die Risiko- und Sparversicherungen im Rahmen der freien beruflichen Vorsorge der zweiten Säule	01.10.2001
Reglement für die weitergehende berufliche Vorsorge der zweiten Säule	01.01.2004 01.01.2006
Kollektivvertrag mit dem Pool der Lebensversicherer, unter Federführung der Rentenanstalt/Swiss Life (Säule 2b), inkl. Reglement für die Risiko- und Sparversicherungen, Vertrag G3253/G3254	01.01.1973 01.01.1983 01.01.2007
Kollektivvertrag mit der Rentenanstalt/Swiss Life (Säule 2b), inkl. Reglement für die weitergehende berufliche Vorsorge der zweiten Säule, Vertrag G0681	01.01.2004 01.01.2007

14 Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

Stiftungsrat 2005 - 2008

<u>Vorname Name</u>	<u>Vertreter für:</u>	<u>Ort</u>	<u>Bemerkungen</u>
* Ambauen Martin	Schweizerischer Bauernverband	Beckenried	
Baumann Markus	Urner Bauernverband	Altdorf UR	
Baur Regula	Bauernverband Aargau	Sarmenstorf	
Castella Romain	Chambre fribourgeoise d'agriculture	Granges-Paccot	
Dürst Balz	Glarner Bauernverband, Im Bann	Diesbach	
Ebener René	Chambre valaisanne d'agriculture	Conthey	
Fähndrich Christina	Unione Contadini Ticinesi	A. Anonino	
Favre Laurent	Chambre neuchâtoise d'agriculture et de viticulture	Cernier	bis 30.04.2007
Haug Hanspeter	Zürcher Bauernverband	Weiningen	
Hodel Alois	Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband	Sursee	
Küchler Niklaus	Bauernverband Obwalden	Kägiswil	
Landolt Ernst	Schaffhauser Bauernverband	Ruedlingen	
Maitre Jacques	Chambre jurassienne d'agriculture	Courfaivre	
* Müller Hans	St. Gallischer Bauernverband	Flawil	Vizepräsident **
Müller-Solenthaler	Kant. Landwirtschaftlicher Verein von Appenzell AR	Stein AR	
Murenzi Madeleine	Chambre neuchâtoise d'agriculture et de viticulture	Cernier	ab 01.05.2007
Nicod Bernard	Prométerre	Lausanne	
Philipp Franz	Bauernvereinigung des Kantons Schwyz	Brunnen	
Rösch Jakob	Schweizerischer Bauernverband	Brugg	
Schmid Vreni	Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband	Dinhard	
* Schneider Donat	LOBAG	Ostermundigen	
Schnyder Rudolf	Schweizer Milchproduzenten	Ellighausen	
Schocher Claudio	Bündner Bauernverband	Chur	
* Sommer Paul	ABLA	Lenzburg	
* Streit Ruth	Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband	Aubonne	
Von Grünigen Adrian	Thurgauer Bauernverband	Weinfeld TG	
Vonarburg Alois	ABLA	Schoelz	
* Walter Hansjörg	Schweizerischer Bauernverband	Wängi	Präsident **
Walter-Michel Hansjörg	Solothurnischer Bauernverband	Solothurn	
Weber Stefan	Bauernverband beider Basel	Zwingen	
* Willener Walter	AGORA	Lausanne	
Zumbühl Ferdinand	Nidwaldner Bauernverband	Dallenwil	

\* Mitglieder des Ausschusses

\*\* Der Präsident und der Vizepräsident zeichnen kollektiv zu zweien

15 Geschäftsstelle / Zeichnungsberechtigung

<u>Vorname Name</u>		<u>Zeichnungsberechtigung</u>
Fritz Schober	Geschäftsführer	Kollektiv zu zweien
Esther Lanz	Leiterin Administration	Kollektiv zu zweien
Christian Köhli	Stv. Geschäftsführer / Leiter Beratung	Kollektiv zu zweien
Beat Meier	Leiter Finanzen / Personal	Kollektiv zu zweien
Edi Boos	Leiter IT	Kollektiv zu zweien

Adresse

Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft  
Laurstrasse 10, 5200 Brugg

Telefon

Tel. 056 462 51 33

E-Mail

[info@vstl.ch](mailto:info@vstl.ch)

16 Experten, Revisionsstelle, Berater, Aufsichtsbehörde

Experte

Experte für berufliche Vorsorge  
Walter Keller, c/o Swiss Life, Postfach, 8022 Zürich

Kontrollstelle

Fidartis Revisions AG, Bleicherweg 14, 8022 Zürich  
Peter Marck (Leitender Revisor)

Aufsichtsbehörde

Bundesamt für Sozialversicherung, 3003 Bern  
Aufsicht Berufliche Vorsorge

2 Aktive Mitglieder und Rentner

21 Aktive Versicherte		31.12.2007	31.12.2006
Risikoversicherungen (alte Lösung)			
Männer		8'625	8'902
Frauen		5'510	5'727
Total (Anzahl)		14'135	14'629
Sparversicherung (alte Lösung)			
Männer		3'844	3'912
Frauen		209	212
Total (Anzahl)		4'053	4'124
Risikoversicherungen (neue Lösung)			
Männer		1'116	769
Frauen		356	238
Total (Anzahl)		1'472	1'007
Sparversicherung (neue Lösung)			
Männer		890	633
Frauen		314	215
Total (Anzahl)		1'204	848
Total Aktive Versicherte		20'864	20'608
Versicherte, die mehrere Verträge abgeschlossen haben, sind in der entsprechenden Anzahl der Versicherungsarten einzeln eingerechnet.			
22 Beiträge der aktiven Versicherten		31.12.2007	31.12.2006
Alte Lösung		45'965'405.75	45'538'511.65
Neue Lösung		23'273'599.90	20'117'779.80
Total		69'239'005.65	65'656'291.45
23 Versicherte Leistungen (Alte Lösung)		31.12.2007	31.12.2006
Todesfallkapital		1'042'882'378.00	1'114'993'478.00
Invaliditätskapital		90'081'950.00	99'800'332.00
Invalidenrenten		192'994'161.00	196'311'771.00
Versicherte Leistungen (Neue Lösung)		31.12.2007	31.12.2006
Versichertes Einkommen Plan A		33'948'856.00	25'906'740.00
Plan B		6'846'900.00	5'622'900.00
Plan C		6'763'133.00	4'104'800.00
Plan D		11'405'882.00	6'844'937.00
Total versichertes Einkommen		58'964'771.00	42'479'377.00
Invalidenrenten Plan A / 10% des versicherten Einkommens		3'394'885.60	2'590'674.00
Plan B / 30% des versicherten Einkommens		2'054'070.00	1'686'870.00
Plan C / 60% des versicherten Einkommens		4'057'879.80	2'462'880.00
Plan D / 60% des versicherten Einkommens		6'843'529.20	4'106'962.20
Total Invalidenrenten		16'350'364.60	10'847'386.20
Hinterlassenenrenten Plan A / 80% der Invalidenrente		2'715'908.50	2'072'539.20
Plan B / 80% der Invalidenrente		1'643'256.00	1'349'496.00
Plan C / 80% der Invalidenrente		3'246'303.85	1'970'304.00
Plan D / Keine Hinterlassenenleistungen		0.00	0.00
Total Hinterlassenenleistungen		7'605'468.35	5'392'339.20

24 Rentenbezüger		31.12.2007	31.12.2006
Altersrenten	Männer	53	29
	Frauen	4	2
Invalidenrenten	Männer	266	254
	Frauen	93	91
Total Rentenbezüger		<b>416</b>	<b>376</b>

Die Statistik der Rentenbezüger basiert auf den Datenmeldungen der SwissLife, welche auch die Auszahlung der Renten, im Auftrag der Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft, vornimmt.

25 Kapitalbezüger		31.12.2007	31.12.2006
Austritte	Männer	14	31
	Frauen	3	1
Pensionierungen	Männer	51	25
	Frauen	4	1
IV - Kapital	Männer	13	6
	Frauen	2	2
Todesfallkapital	Männer	20	13
	Frauen	9	3
Total Kapitalbezüger		<b>116</b>	<b>82</b>

26 Ausbezahlte Leistungen		31.12.2007	31.12.2006
Risikoleistungen			
Invalidenrenten	Männer	2'427'719.20	2'417'491.00
	Frauen	762'080.20	688'602.70
IV - Kapital	Männer	340'650.50	95'138.70
	Frauen	12'573.30	32'973.30
Todesfallkapital	Männer	1'152'738.45	523'819.20
	Frauen	351'817.75	187'041.20
Total Risikoleistungen		5'047'579.40	3'945'066.10
Übrige Leistungen			
Altersrenten	Männer	351'121.10	211'920.70
	Frauen	8'742.40	5'695.80
Austritte (Kapital)	Männer	1'150'132.00	4'042'910.00
	Frauen	98'407.00	42'322.00
Pensionierungen (Kapital)	Männer	6'042'821.00	38'128.00
	Frauen	346'812.00	2'257'601.00
Total übrige Leistungen		7'998'035.50	6'598'577.50
Total ausbezahlte Leistungen		<b>13'045'614.90</b>	<b>10'543'643.60</b>

3 Art der Umsetzung des Zwecks

31 Erläuterung des Vorsorgeplans

Weitergehende berufliche Vorsorge (Säule 2b)

Im Rahmen der weitergehenden beruflichen Vorsorge der Säule 2b wird den Bauern und mitarbeitenden Familienmitgliedern ermöglicht, Versicherungen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod und Invalidität abzuschliessen. Zu diesem Zweck wurde mit einem Pool von Lebensversicherungsgesellschaften unter der Federführung der Rentenanstalt/Swiss Life ein Kollektivvertrag (Vollvertrag) abgeschlossen. Alle von der VSTL versprochenen Leistungen sind durch diesen Kollektivvertrag versichert.

Kollektivvertrag Nr. G3253 vom 1.1.1973 bzw. 1.1.1983 (Säule 2b) (Gemäss neuem Reglement keine Neuabschlüsse mehr)

Im Rahmen der alten Vorsorgelösung bestehen folgende Versicherungspläne:

- Plan A Todesfall- und Invaliditätsversicherung zwischen Alter 15 und 60 mit einem Todesfall- bzw. Invaliditätskapital, welches bis Alter 40 gleich hoch bleibt und zwischen Alter 41 und 60 jährlich um einen gleichen Betrag bis auf Null abnimmt
- Plan B Todesfall- und Invaliditätsversicherung zwischen Alter 15 und 60 mit einem Todesfall- bzw. Invaliditätskapital, welches bis Alter 50 gleich hoch bleibt und zwischen Alter 51 und 60 jährlich um einen gleichen Betrag bis auf Null abnimmt
- Plan E Invaliditäts- und Todesfallversicherung zwischen Alter 15 und 62 (Frauen) bzw. 65 (Männer), mit einer bis zum Rücktrittsalter gleich bleibenden Invalidenrente und einem ab Beginn jährlich gleichmässig bis auf Null im Rücktrittsalter abnehmenden Todesfallkapital
- Plan F Todesfallversicherung zwischen Alter 15 und 60, mit einem Todesfallkapital, welches bis Alter 40 gleich hoch bleibt und zwischen Alter 41 und 60 jährlich um einen gleichen Betrag bis auf Null abnimmt
- Plan H Todesfallversicherung zwischen Alter 15 und 62 (Frauen) bzw. 65 (Männer), bestehend aus einem ab Beginn der Versicherung bis zum Rücktrittsalter konstanten Todesfallkapital
- Plan G Sparversicherung zwischen Alter 15 und 62 (Frauen) bzw. 65 (Männer), bestehend aus einem Erlebens- bzw. einem Todesfallkapital in gleicher Höhe

Kollektivvertrag Nr. G0681 vom 1.1.2004

Im Rahmen der neuen Vorsorgelösung für die weitergehende berufliche Vorsorge, bei der nur noch die Swiss Life als Vertragspartner auftritt, werden folgende Pläne angeboten:

Plan A	
Invalidenrente in % des versicherten Einkommens	10%
Hinterlassenenrente in % der Invalidenrente	80%
Plan B	
Invalidenrente in % des versicherten Einkommens	30%
Hinterlassenenrente in % der Invalidenrente	80%
Plan C	
Invalidenrente in % des versicherten Einkommens	60%
Hinterlassenenrente in % der Invalidenrente	80%
Plan D	
Invalidenrente in % des versicherten Einkommens	60%
Hinterlassenenrente in % der Invalidenrente	0%
Plan E	

Der Abschluss dieses Planes ist nur gemäss den Bedingungen von Art. 10, Abs. 4, möglich.

Ergibt sich aufgrund der Gesundheitsprüfung ein wesentlich höheres Risiko, so dass die Versicherung aufgrund der Bestimmungen von Art. 3 Abs. 6 abgelehnt werden muss, so kann ein Plan E, der nur den Beitrag für die Altersvorsorge umfasst beantragt werden.

32 Finanzierung, Finanzierungsmethode

Alte Lösung

Bei den Risikoplänen A, B, E, F und H beträgt der Jahresbeitrag CHF 120.00 oder ein Vielfaches davon. Der Sparbeitrag (Plan G) beträgt 20% des jeweils bei Versicherungsbeginn bzw. per 1. Januar gemeldeten versicherten Einkommens.

Neue Lösung

Die Beiträge für den Risikoschutz entsprechen dem im Anhang zum Reglement festgelegten Prozentsatz des versicherten Lohnes. Der Beitragssatz richtet sich nach Plan, Alter, Geschlecht und versichertem Risiko.

Der Beitrag für die Altersvorsorge in % des versicherten Einkommens wird für alle Pläne wie folgt festgelegt:

- bis 31.12. nach Vollendung des 40. Altersjahres 20%
- ab 01.01. nach Vollendung des 40. Altersjahres 25%

4 Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze, Stetigkeit

41 Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26

Die Jahresrechnung entspricht den Vorschriften von Swiss GAAP FER 26.

42 Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze entsprechen den Vorschriften von Art. 47, 48 und 48a BVV 2 sowie Swiss GAAP FER 26. Verbucht sind aktuelle bzw. tatsächliche Werte per Bilanzstichtag.

- Flüssige Mittel, Forderungen, Verbindlichkeiten: Nominalwert
- Wertschriften: Kurswert
- Abgrenzung und Nicht-technische Rückstellungen: Best mögliche Schätzung durch die Geschäftsführung.
- Sollwert der Wertschwankungsreserve: Nach der Praktiker-Methode.

5 Versicherungstechnische Risiken / Risikodeckung / Deckungskapital

51 Ergebnis des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Die letzte Erklärung des Experten datiert vom 14. Mai 2007 bestätigt dass,

- zwischen dieser Vorsorgeeinrichtung und SwissLife folgende Lebensversicherungsverträge für die Risiken Alter, Tod und Invalidität bestehen:  
Vertrags-Nr. 3253 / 3254 / G0681

52 Bilanzanmerkung / Überschusskonto

Bei diesen Guthaben handelt es sich um eine Rückstellung für die Verwendung der reglementarischen Überschüsse. Siehe auch Anhang Ziffer 91.

53 Deckungskapital

	31.12.2007	31.12.2006
	CHF	CHF
Alte Lösung (Vertrag G3253/3254)	411'306'314.00	379'413'721.00
Neue Lösung (Vertrag G0681)	48'740'113.00	28'851'772.00
<b>Total</b>	<b>460'046'427.00</b>	<b>408'265'493.00</b>

6 Erläuterung der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

61 Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement

Da mit der Swiss Life ein Vollvertrag besteht, legt die VSTL nur einen sehr kleinen Teil des vorhandenen Vermögens selber an.

62 Zielgrösse und Berechnung der Wertschwankungsreserve

	31.12.2007	31.12.2006
	CHF	CHF
Stand der Wertschwankungsreserve am 1.1.	2'566'698.00	2'179'130.00
Auflösung zugunsten (-) / Zuweisung zulasten (+) der Betriebsrechnung	-203'993.00	387'568.00
<b>Wertschwankungsreserve gemäss Bilanz</b>	<b>2'362'705.00</b>	<b>2'566'698.00</b>
Zielgrösse der Wertschwankungsreserve (Betrag)	2'362'705.00	2'566'698.00
Reservedefizit bei der Wertschwankungsreserve	0.00	0.00

Die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve basiert auf dem Anlagereglement (Anhang 2) vom 01.01.2006 und beträgt für die Obligationen 15% und die Aktien 30% des Kurswertes per 31.12.2007. Basierend auf diesen Ansätzen ist die Kursschwankungsreserve per 31.12.2007 vollumfänglich gebildet.

63 Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien

	31.12.2007	31.12.2006
	CHF	CHF
Obligationen CHF	747'850.00	749'875.00
Aktien CHF	7'501'755.00	8'180'723.00
<b>Total</b>	<b>8'249'605.00</b>	<b>8'930'598.00</b>

64 Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

	31.12.2007	31.12.2006
	CHF	CHF
Liquidität	39'018.28	92'150.65
Obligationen CHF	20'000.00	14'375.00
Aktien CHF	-509'157.80	1'415'935.90
Hypothekendarlehen	1'750.00	2'000.00
Zins Überschusskonto	0.00	0.00
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage	-6'487.75	-6'686.85
<b>Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage</b>	<b>-454'877.27</b>	<b>1'517'774.70</b>

65 Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage

	31.12.2007	31.12.2006
	CHF	CHF
Kauf und Verkauf von Wertschriften	0.00	640.00
Depotgebühren	6'364.00	5'916.65
Steuerauszug	123.75	130.20
<b>Total Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage</b>	<b>6'487.75</b>	<b>6'686.85</b>

7 Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung

71	Debitoren	31.12.2007	31.12.2006
		CHF	CHF
	Debitoren gemäss OP-Liste	77'172.35	436'218.35
	Delkredere	-7'000.00	-16'500.00
	SwissLife Vertrag G3253 (2b)	28'424'245.30	26'738'072.10
	SwissLife Vertrag G0681 (2b)	0.00	0.00
	SwissLife "System Abzug" 2b	0.00	0.00
	Uebrige Debitoren	25'000.00	160'384.97
	Total Debitoren	<b>28'519'417.65</b>	<b>27'318'175.42</b>
72	Aktive Rechnungsabgrenzung	31.12.2007	31.12.2006
		CHF	CHF
	Vorauszahlung 2008 / Prämie G0681	1'850'000.00	0.00
	Total Aktive Rechnungsabgrenzung	<b>1'850'000.00</b>	<b>0.00</b>
73	Kreditoren	31.12.2007	31.12.2006
		CHF	CHF
	SwissLife / Prämienzahlungskonto Vertrag G0681	4'688'162.75	5'448'620.40
	SwissLife / R-Zlg. VK-Entschädigung G3253	300'000.00	375'000.00
	Abrechnung Sicherheitsfonds	99'108.60	132'450.80
	Diverse Kreditoren	299'667.15	94'005.27
	Total Kreditoren	<b>5'386'938.50</b>	<b>6'050'076.47</b>
74	Passive Rechnungsabgrenzung	31.12.2007	31.12.2006
		CHF	CHF
	Zahlungseingänge für das Folgejahr	5'226'918.70	4'069'404.10
	Durch SwissLife noch nicht abgerechnet G3253 (2b)	19'770'117.45	17'827'728.40
	SwissLife "System Abzug" 2b	-3'996.60	242'620.00
	Provisorische Zahlungen G0681 (2b)	539'421.90	117'410.60
	Differenz Prämienzahlungskonto G3253	439.80	24'705.05
	Uebrige Passive Rechnungsabgrenzung	291'379.30	153'225.00
	Total Passive Rechnungsabgrenzung	<b>25'824'280.55</b>	<b>22'435'093.15</b>
75	Verwaltungsaufwand	31.12.2007	31.12.2006
		CHF	CHF
	Personalaufwand	990'976.65	904'402.30
	Provision Vertragspartner	304'010.00	337'880.00
	Miete und Nebenkosten	64'109.10	64'390.40
	Porti und Telefon	50'441.10	55'507.55
	EDV-Kosten	25'233.75	10'810.65
	Drucksachen/Büroaufwand	16'819.10	12'927.05
	Stiftungsrat	8'725.50	6'264.90
	Post- und Bankspesen	8'425.19	8'543.46
	Public Relation	2'012.45	250.00
	Anschaffungen	0.00	13'718.35
	Revision	10'437.20	7'747.20
	Diverse Aufwendungen	29'915.20	17'042.75
	Total Verwaltungsaufwand	<b>1'511'105.24</b>	<b>1'439'484.61</b>

8 Auflagen der Aufsichtsbehörde

Die Jahresrechnung 2006 wurde ohne Bemerkung genehmigt.

Mit Schreiben vom 01.11.2007 fordert das Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV) die Stiftung auf, die Handhabung von Retrozessionen mit den jeweiligen Vertragspartnern vertraglich zu regeln und die Details im Anhang auszuweisen.

- Da kein Kapital in Fondsanlagen investiert ist, gibt es keine Retrozessionen.

9 Weitere Informationen mit Bezug auf die finanzielle Lage

91 Überschussbeteiligung aus Versicherungsverträgen gemäss Artikel 68 a BVG

Die Swiss Life und die Vorsorgestiftung der Schweizerischen Landwirtschaft (VSTL) haben vertraglich vereinbart, dass die bestehenden Kollektivversicherungsverträge der beruflichen Vorsorge in einer eignen Einnahmen- und Ausgabenrechnung geführt werden. Die letzte zur Verfügung stehende Einnahmen- und Ausgabenrechnung datiert vom 10. Mai 2007 und betrifft den Überschuss aus dem Rechnungsjahr 2006. Die Einnahmen- und Ausgabenrechnung für das Jahr 2007 erwarten wir im Mai 2008.

Gemäss der Einnahmen- und Ausgabenrechnung 2006 wurden dem Überschusskonto der VSTL folgende Überschussbeteiligungen den verzinlichen Überschusskonti gutgeschrieben:

Die Verwendung der Überschüsse erfolgte nach den Bestimmungen im Reglement.

	31.12.2007	31.12.2006
	CHF	CHF
Zuweisung Überschuss		
Risikoversicherungsvertrag G3253	6'902'725.00	7'752'245.00
Sparversicherungsvertrag G3254	2'316'723.00	2'105'651.00
Risiko- und Sparversicherungsvertrag G0681	582'914.00	265'216.00
<b>Total</b>	<b>9'802'362.00</b>	<b>10'123'112.00</b>
	31.12.2007	31.12.2006
	CHF	CHF
Verwendung Überschuss		
Bestand Überschusskonto per 01.01.	17'445'468.00	12'966'252.70
Total Zuweisung Überschuss	9'802'362.00	10'123'112.00
Belastung Verwaltungskosten der VSTL	-1'579'998.45	-1'431'845.15
Prämienreduktion für Risikoversicherungsverträge mit Gewinnssystem Prämienabzug Vertrag 3253 Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 2.	-2'808'180.80	-1'717'442.90
Zuweisung Überschuss auf individuelles Alterssparkonto der Versicherten im Vertrag 3254 Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 3.	-2'833'024.00	-2'469'807.00
Prämienreduktion für Risikoversicherungsverträge mit Gewinnssystem Prämienabzug im Vertrag G0681 Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 2.	-78'157.90	0.00
Zuweisung Überschuss auf individuelles Alterssparkonto der Versicherten im Vertrag G0681 Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 3	0.00	0.00
Ausrichtung Überschuss bei Ablauf der Versicherung Art. 18 Abs 2.	-813'236.00	-415'742.00
Verzinsung Überschusskonto	514'439.15	390'940.35
Differenzbetrag verbleibt auf Überschusskonto zugunsten Risikoversicherungsverträge mit Gewinnssystem Ansammlung und Reserve für Überschussausgleich zwischen den Jahren. Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 2.	1'689'764.85	4'088'274.95
<b>Bestand Überschusskonto per 31.12.</b>	<b>19'649'672.00</b>	<b>17'445'468.00</b>

92 Laufende Rechtsverfahren

Mit Datum vom 06.03.2006 klagte ein Versicherter beim Versicherungsgericht des Kantons Aargau gegen die VSTL, da sie ihm mit Schreiben vom 22.11. 2005, unter Berufung auf Art. 4, BVG, die Barauszahlung seines Altersguthabens verweigert hat.

- Am 22.08.2006 wies das Versicherungsgericht des Kantons Aargau die Klage nach Durchführung eines doppelten Schriftenwechsels ab.

- Am 12.03.2008 wurde die Verwaltungsgerichtsbeschwerde vom Bundesgericht gutgeheissen und der Entscheid vom Versicherungsgericht des Kantons Aargau aufgehoben. Die VSTL hat die Barauszahlung des Altersguthabens, inklusive Zins per 31.12.2005, vorzunehmen.

10 Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Ereignisse nach dem Bilanzstichtag, welche das Ergebnis 2007 beeinflussen, gab es keine.

# FIDARTIS Revisions AG

WIRTSCHAFTSPRÜFUNG UND -BERATUNG

BLEICHERWEG 14 POSTFACH 2724 CH-8022 ZÜRICH TEL. +41 44 284 15 55 FAX +41 44 284 15 91 E-MAIL: fidartis@fidartis.ch

## Rapport de l'organe de contrôle à l'attention du Conseil de fondation de la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse, Brougg (AG)

En notre qualité d'organe de contrôle, nous avons vérifié la légalité des comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe), de la gestion et des placements de la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse, Brougg (AG), pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2007.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, de la gestion et des placements incombe au conseil de fondation alors que notre mission consiste à les vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la comptabilité, à l'établissement des comptes annuels, aux placements et aux principales décisions en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. La vérification de la gestion consiste à constater si les dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation, l'administration, le prélèvement des cotisations et le versement des prestations ainsi que les prescriptions relatives au principe de loyauté dans la gestion de fortune sont respectées. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes annuels, la gestion et les placements sont conformes à la loi Suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.


Zurich, le 2 avril 2008

FIDARTIS Revisions AG



Peter Marck

Dipl. Economiste d'entreprise ESCEA  
Expert-comptable ASE



Lucia Gerber

Dipl. Expert-comptable

Annexes: Comptes annuels 2007 (Bilan, Compte de pertes et profits et annexe)



## Zusatzangaben zum Bericht der Revisionsstelle bei Vorsorgeeinrichtungen

(Gültig für die Berichterstattung des Geschäftsjahres 2007 und folgende)

**Geschäftsjahr 2007**

**Vorsorgeeinrichtung**

Name  
Vorsorgestiftung der  
schweizerischen Landwirtschaft  
Verantwortliche Person  
Herr Fritz Schober  
Strasse  
Laurstr. 10  
Postfach  
Postfach  
PLZ Ort  
5201 Brugg

Diese Zusatzangaben ersetzen weder die ordentliche Prüfung noch die Berichterstattung der Revisionsstelle nach Art. 35, 35a und 36 BVV 2. Grundlage zur Prüfung bilden die gesetzlichen, statutari- schen und reglementarischen Bestimmungen sowie die Anforderungen und Grundsätze der TREUHAND-KAMMER.

Mit den nachfolgenden Zusatzangaben leistet die Revisionsstelle einen wichtigen Beitrag zur effizien- ten und risikoorientierten Beaufsichtigung der Vorsorgeeinrichtung.

Punkt	Frage/Gegenstand	ja	nein
<b>1</b>	<b>GRUNDLAGEN / ZUSAMMENFASSUNG DER PRÜFUNGSERGEBNISSE</b>		
1.1	Der Revisionsstellenbericht wurde im Normalwortlaut abgegeben	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.2	Die Prüfung und die Berichterstattung wurden nicht behindert oder unsach- gemäss beeinflusst, auch nicht über Druck auf die Honorare	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.3	Auf eine ergänzende Berichterstattung (z.B. Management-Letter) wurde ver- zichtet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.4	Den in der ergänzenden Berichterstattung des Vorjahres angegebenen Emp- fehlungen wurde Folge geleistet (nur beantworten, wenn im Vorjahr Empfeh- lungen abgegeben wurden)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	<b>MELDEPFLICHTEN</b>		
2.1	<b>Vergessene Guthaben</b>		
2.1.1	Die Vorsorgeeinrichtung kommt - insoweit sie Freizügigkeitskonten oder -policen führt - ihrer Pflicht zur Meldung vergessener Guthaben an die Zent- ralstelle 2. Säule gemäss Art. 24a und Art. 24b FZG nach, sofern sie nicht periodisch mit ihren Versicherten in Kontakt treten kann	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.2	<b>Unterdeckung (nur beantworten, sofern eine Unterdeckung vorliegt)</b>		
2.2.1	Die Revisionsstelle bestätigt, dass sie die besonderen Aufgaben bei Unterde- ckung gemäss den Vorschriften von Art. 35a BVV 2 beachtet hat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Punkt	Frage/Gegenstand	ja	nein
<b>3</b>	<b>ORGANISATION / GESCHÄFTSFÜHRUNG</b>		
3.1	Die Vorsorgeeinrichtung verfügt über eine angemessene Organisation, insbesondere bezüglich des: <ul style="list-style-type: none"> <li>• funktionierenden internen Kontrollsystems</li> <li>• Einsatzes der Informatik</li> <li>• Beitragsinkasso</li> </ul>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.2	Die Organisation (Aufgaben und Kompetenzen) ist in Statuten und Reglement(en) detailliert festgelegt und ist den Risiken, mit welchen die VE konfrontiert ist, angemessen	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.3	Über die Umsetzung der organisatorischen Regelungen hat sich die Revisionsstelle mittels Stichproben vergewissert	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.4	Die Revisionsstelle hat keine Kenntnis von wesentlichen Unzulänglichkeiten bezüglich der personellen und technischen Ressourcen der Vorsorgeeinrichtung, welche die Gesetzmässigkeit der Organisation beeinträchtigen könnten	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.5	<i>Nur beantworten sofern solche Verträge bestehen:</i> Aufträge mit externen Dienstleistern sind vom zuständigen Organ genehmigt	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.6	<i>Nur beantworten sofern solche Verträge bestehen:</i> mit dem Arbeitgeber und/oder dem Führungsorgan nahe stehenden Personen/Organisationen vereinbarte Konditionen entsprechen dem Grundsatz der Angemessenheit	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.7	<i>Nur beantworten sofern solche Sachverhalte vorliegen:</i> Die Voraussetzungen für die Einsitznahme von Funktionären der Vorsorgeeinrichtung in Verwaltungsrats- und Stiftungsratsgremien (Dritte) sind geregelt	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.8	<i>Nur beantworten sofern solche Sachverhalte vorliegen:</i> Die Verwendung der daraus resultierenden Entschädigungen (z.B. über die private Vereinnahmung von Verwaltungsrats honoraren) ist geregelt	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.9	<i>Nur beantworten sofern laut Prüfbescheid des BSV zur Jahresrechnung 2006 Massnahmen bezüglich Retrozessionen zu treffen sind:</i> Die Massnahmen 1 bis 4 gemäss unserem Rundschreiben vom 1.11.2007 wurden korrekt umgesetzt	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4</b>	<b>TRANSPARENZ</b>		
4.1	Die Auskunftserteilung der Vorsorgeeinrichtungen an die Versicherten erfolgt gemäss Art. 86b BVG sowie gemäss Art. 24 FZG	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.2	<i>(Nur für Sammeleinrichtungen zu beantworten)</i> Die Information der Vorsorgewerke erfolgt gemäss Art. 48b BVV 2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.3	Die Vorsorgeeinrichtung hat eine kommentierte nachvollziehbare Abrechnung über die Verteilung der Überschussbeteiligung erstellt (Art. 48d Abs. 2 BVV 2)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	<b>LOYALITÄT IN DER VERMÖGENSVERWALTUNG</b>		
5.1	Die erforderlichen schriftlichen Bestätigungen über die Loyalität in der Vermögensverwaltung zum Berichtsjahr liegen vor	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.2	Sämtliche Bestätigungen wurden vorbehaltlos abgegeben	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<b>6</b>	<b>ALLGEMEINES</b>		
6.1	Möglicherweise hat die Revisionsstelle Kenntnis von Sachverhalten, die mit den vorliegenden Angaben nicht abgedeckt werden, jedoch für die Stabilität und Sicherheit der VE ein erhebliches Risiko darstellen. <b>Die Revisionsstelle hat keine Kenntnis von entsprechenden Sachverhalten</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.2	Verfügen Sie als Revisionsstelle über eine Haftpflichtversicherung, welche den Vorgaben der Treuhand-Kammer entspricht	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**Bemerkungen**

Punkt 3.9: Die Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft hat in der Jahresrechnung 2007, im Anhang die notwendigen Regelungen wiedergegeben. Es bestehen keine Vermögensverwaltungsverträge.

Punkt 4.3: Die Vorsorgeeinrichtung hat die Abrechnung über die Verteilung der Ueberschüsse nach den Bestimmungen im Reglement erstellt und durchgeführt; siehe auch Anhang Ziffer 91 in der Jahresrechnung 2007.

---



---



---



---



---



---



---

FIDARTIS Revisions AG  
 Bleicherweg 14  
 CH - 8022 Zürich

**Revisionsstelle  
 Juristische Person**

Name  
 FiDARTIS Revisions AG

---

Strasse  
 Bleicherweg 14

---

Postfach  
 Postfach

---

PLZ Ort  
 8022 Zürich

---

**Revisionsstelle  
 Natürliche Person**

Name

---

Strasse

---

Postfach

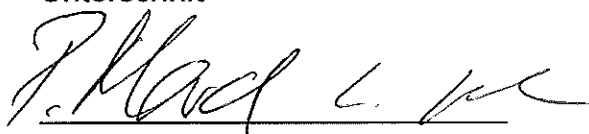
---

PLZ Ort

---

Ort und Datum  
 Zürich, 02.04.2008 /

---

Unterschrift  


---

Kontaktperson Peter Marck  
Telefon 044 / 284 15 29  
E-Mail peter.marck@beret.ch

Beilagen: •  
•  
•

# ERKLÄRUNG DES EXPERTEN FÜR BERUFLICHE VORSORGE

**Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft**  
Laurstrasse 10  
5200 Brugg

In Erfüllung des von der obgenannten Vorsorgeeinrichtung an die Swiss Life erteilten Auftrages bestätigt die unterzeichnende anerkannte Expertin für berufliche Vorsorge,

- dass zwischen dieser Vorsorgeeinrichtung und Swiss Life folgende Lebensversicherungsverträge für die Risiken Alter, Tod und Invalidität bestehen:

Vertrags-Nr. 3253 / 3254 / G0681

## Bemerkungen / Empfehlungen

Sämtliche versicherungstechnischen Risiken sind bei der Swiss Life rückversichert.

Die Erstellung einer versicherungstechnischen Bilanz ist nicht notwendig (kongruente Rückdeckung bei Swiss Life).

Zürich, 9. Mai 2008

Walter Keller  
Experte gem. Art. 37 BVV 2  
c/o Swiss Life  
Postfach

8022 Zürich



## Angaben des Pensionsversicherungsexperten

(Gültig für die Berichterstattung des Geschäftsjahres 2007)

Geschäftsjahr 2007

Vorsorgeeinrichtung

Name

Vorsorgestiftung der schweizerischen  
Landwirtschaft

Verantwortliche Person

Schober Fritz

Strasse

Lauerstr. 10

Postfach

PLZ Ort

5200 Brugg

Mit nachfolgenden Angaben leistet der Pensionsversicherungsexperte einen wichtigen Beitrag zur effizienten und risikoorientierten Beaufsichtigung der Vorsorgeeinrichtung (nachfolgend VE).

Das Formular ist - unabhängig davon, ob ein neuer versicherungstechnischer Bericht erstellt wurde – jährlich vom Experten für die berufliche Vorsorge auszufüllen (nachfolgend *Experte*). **Es ist nicht anwendbar für Vorsorgeeinrichtungen mit kongruenter Rückdeckung sämtlicher Risiken nach BVG (Alter, Tod, Invalidität). Bei einer Voll- oder Teilautonomisierung der Vorsorgeeinrichtung ist das Formular unverzüglich einzureichen.**

Punkt	Frage/Gegenstand	ja	nein
1	Der Experte hält sich bei der versicherungstechnischen Überprüfung an die Grundsätze und Richtlinien 2000 für Pensionsversicherungsexperten und die Fachrichtlinien der Kammer der Pensionskassen-Experten.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Der letzte versicherungstechnische Bericht (Gutachten) wurde vor nicht mehr als 3 Jahren angefertigt	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Die Empfehlungen des Experten wurden von der VE umgesetzt oder mit sachlicher Begründung abgelehnt	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Der Deckungsgrad beträgt auf Stufe VE (bilanzierungspflichtiger Rechtsträger) mindestens 100 %	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.2	<i>Für Sammeleinrichtungen:</i> Der Deckungsgrad beträgt für jedes Vorsorgewerk mindestens 100 %	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Der Experte berechnet bei seiner Überprüfung den Deckungsgrad anhand verschiedener technischer Zinssätze (Szenarien)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5.1	<i>Wenn zutreffend:</i> Alle diese Szenarien haben einen Deckungsgrad von mindestens 100 % ergeben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Punkt	Frage/Gegenstand	ja	nein	n.a.
-------	------------------	----	------	------

5.1.1	<p><i>Wenn nicht zutreffend:</i> Die unterstellte Zinssenkung im Szenario, welches zu einer Unterdeckung führt, fällt in folgendes Intervall (bei mehreren Szenarien mit Unterdeckung ist die kleinste Senkung zu berücksichtigen):</p> <p>▶ 0.01 - 0.25 % <input type="checkbox"/></p> <p>▶ 0.26 - 0.50 % <input type="checkbox"/></p> <p>▶ 0.51 - 1.00 % <input type="checkbox"/></p> <p>▶ &gt; 1 % <input type="checkbox"/></p>			
6	Die Wahl des Finanzierungsverfahrens erfolgt in Zusammenarbeit mit dem Experten	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
7	Der Experte erachtet die technischen Rückstellungen als ausreichend <sup>1</sup>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
8	Die VE verfügt über die notwendige Rückdeckung gem. Art. 43 BVV 2	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
9	Das Vorhandensein und die Höhe einer Wertschwankungsreserve (nach Swiss GAAP FER 26 Ziffer 4) werden in die Überprüfung gemäss Art. 53 Abs. 2 lit. a BVG bzw. Art. 14 GR 2000 <sup>2</sup> einbezogen	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
10	Der Experte wirkt beim Asset & Liability Management der VE mit <sup>3</sup>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
10.1	<p><i>Wenn zutreffend:</i> Der Experte berät die VE unter anderem bei der Festlegung der strategischen Asset Allocation</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
10.2	Der Experte berät die VE unter anderem bei der Ausgestaltung des Risikomanagement-Prozesses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
10.3	Der Experte berät die VE unter anderem bei der Wahl der Methodik zur Bestimmung der Wertschwankungsreserve	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
11	Möglicherweise hat der Experte Kenntnis von Sachverhalten, die mit den vorliegenden Angaben nicht abgedeckt werden, jedoch für die Stabilität und Sicherheit der VE ein erhebliches Risiko darstellen. <b>Der Experte hat keine Kenntnis von entsprechenden Sachverhalten</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<sup>1</sup> Auf der Basis seiner nach anerkannten aktuariellen Verfahren durchgeführten Berechnungen.

<sup>2</sup> Grundsätze und Richtlinien 2000 für Pensionsversicherungsexperten

<sup>3</sup> **Die Mitwirkung des Experten beim Asset & Liability Management ist begrüssenswert, sofern er über die nötige Erfahrung im Anlagebereich verfügt. Sie ist jedoch kein Pflichtbestandteil seiner Aufgabe nach Art. 53 Abs. 2 lit. a BVG.**

Punkt	Frage/Gegenstand	ja	nein	n.a.
-------	------------------	----	------	------

Bemerkungen
Zu Frage 2: Die Erstellung eines versicherungstechnischen Gutachtens ist nicht notwendig (kongruente Rückdeckung bei Swiss Life).

**Pensionsversicherungsexperte  
Juristische Person (Art. 39 BVV 2)**

Name  
Swiss Life

---

Strasse  
General-Guisan Quai 40

---

Postfach  
Postfach

---

PLZ Ort  
8022 Zürich

---

**Pensionsversicherungsexperte  
Natürliche Person (Art. 38 und 39 BVV 2)**

Name  
Keller Walter, c/o Swiss Life

---

Strasse  
General-Guisan Quai 40

---

Postfach  
Postfach

---

PLZ Ort  
8022 Zürich

---

Ort und Datum

Zürich, 09.05.2008

Unterschrift

Kontaktperson Schober Fritz, c/o Vorsorgestiftung

Telefon 056 / 462 51 33

E-Mail Fritz.schober@vstl.ch

Beilagen:

- Bericht der Kontrollstelle
- Jahresrechnung 2007
-